

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



Revue de presse 17 février 2016

L'insécurité alimentaire qui sévit dans le Sud de Madagascar fera l'objet d'une concertation nationale de deux jours. La récurrence du phénomène amène le ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme à mobiliser tout un panel d'acteurs à se mettre autour d'une table pour chercher des solutions durables pour lutter efficacement contre le « kere ». La question sur le remaniement du gouvernement revient également, il paraît que le Premier ministre veut garder sa place tout comme certains ministres qui s'activent pour être reconduits à leur poste.

Politique

REMANIEMENT: DES MINISTRES ACHETENT LES SIGNATURES DES DEPUTES

La question du changement du gouvernement semble retenir l'attention depuis la mise en place du sénat. Selon Midi Madagasikara, le sprint final serait annoncé après la restructuration du bureau permanent du Sénat. Il se peut que des ministres collectent des signatures à Tsimbazaza et sont prêts à payer les députés pour soutenir un candidat à la primature. Par ailleurs, chaque ministre se bat également pour sa reconduction. (Midi Madagasikara p.2)

- L'association Fiombonan'ny Mpianatra avy any amin'ny Faritany (association des étudiants issus des universités publiques de Madagascar) demande au Président de la République de nommer un premier ministre qui n'a jamais fait de la politique et saura écouter la population et en faire sa priorité. (Midi Madagasikara p.2)
- Selon Madagascar Laza, le Premier ministre actuel est en train de négocier son maintien auprès des notables et élus locaux mais aussi des instances internationales. Ainsi, celles-ci auraient demandé au Président de la République de le maintenir à son poste au nom de la stabilité. (p.2)
- Pour l'Observateur, le Président de la République est à la recherche d'un oiseau rare qui sera prêt à servir le peuple, affiche une détermination à développer le pays et une neutralité politique, est connue dans ses œuvres pour la défense et le développement des entreprises malgaches (....), bref un profil atypique qui répond aux désidérata des associations et plateformes politiques et apolitiques. (p.4)

ECHANGES ENTRE PARTIS POLITIQUES : LE MODELE ECONOMIQUE DANOIS EN EXEMPLE

Depuis deux jours, l'Arche de la Nation a invité le parti au pouvoir au Danemark à faire des échanges et de partage d'expériences. En plus des questions politiques, les deux représentants de ce parti dénommé « Venstre », ont surtout parlé de la réussite de la politique énergétique dans son pays. Une politique énergétique basée sur l'utilisation des énergies renouvelables. Le Danemark projette actuellement de couvrir l'intégralité de ses besoins énergétiques avec les ressources vertes. Ce qui intéresse beaucoup la partie malgache conduite par Edgard Razafindravahy car son parti ambitionne de donner des formations sur l'exploitation des ressources vertes aux populations locales. (L'Express de Madagascar p.3)

EDUCATION CITOYENNE: LE PARTI FREEDOM A PIED D'ŒUVRE



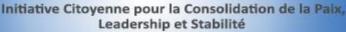








†NC†PALS





Le parti de Lalatiana Rakotondrazafy va lancer son programme d'éducation citoyenne et politique dans les ondes de FREE FM. Il s'agit d'une émission hebdomadaire qui incitera l'opinion publique à devenir responsable et engagée. L'on sait d'ailleurs que le parti milite surtout pour le renouvellement de la classe politique, soucieuse du respect de l'éthique et des valeurs républicaines. L'émission, qui sera animée par Rafolisisoa Hanitriniala, juriste consultante, servira de lieu de débat périodique avec des étudiants des universités et des écoles supérieures. (Madagascar Matin p.2)

Economie et société

KERE DANS LE SUD

• ATELIER SUR LE KERE : UNE GRANDE PREMIERE DANS L'ANDROY

Le ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme (MPPSPF) a pris l'initiative d'organiser deux jours d'atelier de concertation nationale à Ambovombe Androy. L'objectif est de faire ressortir une stratégie d'intervention pour lutter efficacement contre les problèmes récurrents de la sécheresse en vue du développement pérenne de cette région. De nombreux acteurs y seront attendus les 19 et 20 février, dont notamment le Président de la République et le Premier ministre. (Midi Madagascar p.3, Madagascar Laza p.4, Madagascar Matin p.4) Par la tenue de ces journées de concertation, le ministère de la Population contredit le Président de la République, titre l'Observateur. C'est une manière de confirmer l'existence de la famine dans le grand sud contrairement aux propos lancés par le Président qu' « il n'y a rien de dramatique mais que certain veut l'amplifier avec des photos dont on ne sait pas de quelle époque. » (p.3)

• CONSEIL DU GOUVERNEMENT : PRIORITE A LA LUTTE CONTRE LE KERE

Au conseil du gouvernement d'hier, le premier ministre et les membres du gouvernement ont discuté jusque tard dans la soirée de la mise en place d'un projet qui cadre l'avenir du Grand Sud. Ce projet sera dévoilé au cours de l'atelier de deux jours organisés par le MPPSPF. (Madagascar Laza p.3)

• MONJA ROINDEFO: PRESENTATION DES PROJETS POUR LE SUD

Face à la sècheresse qui frappe le Sud, l'ancien premier ministre Monja Roindefo, et non moins président de l'Association des Communes pour le Progrès (ACP) a proposé le projet « bhungroo technology ». Il consiste à lancer le produit réchaud économique énergétique permettant de conserver les excédents d'eau en période de pluies abondantes et de les utiliser en période sèche. Ce projet primé par la Banque mondiale en 2007 sera réalisé avec l'aide de Global African innovation. (Midi Madagasikara p.3)

UNE FAIM PERSISTANTE DANS LE SUD

Suite au débat sur la terminologie, famine ou malnutrition, qui peut qualifier les réalités dans le Sud, **L'Express de Madagascar** a consacré un dossier sur le sujet. Pour le gouvernement, il n'y a pas de « kere » dans l'Androy, il est juste question de malnutrition et de manque de nourriture. Pour le réseau des systèmes d'alerte précoce sur la famine (FEWS NET), et le système d'information sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité (Sisav), les nourritures sont plus ou moins disponbles dans le Sud, les gens n'y ont pas correctement accès. (**p.15**)

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE BOIS DE ROSE : L'ONUDC EST DANS NOS MURS

Après l'inventaire des stocks de bois de rose dans tout Madagascar, l'assainissement de la filière suit son cours avec le soutien de plusieurs entités étrangères dont l'Office des Nations Unies contre la











†NC†PALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



drogue et le crime (ONUDC) mandaté par la CITES. Une délégation dirigée par son chef de programme est venue constater de visu la situation à Madagascar. De plus, pendant la séance qui a réuni les acteurs concernés par la lutte contre le trafic de bois de rose, l'ONUDC les a formés à mettre en place un mécanisme permettant d'appliquer les lois en vigueur. A cela s'ajoute le renforcement de capacités des autorités dans la conduite d'enquêtes, avec l'utilisation des outils de lutte contre le blanchiment d'argent. (Les Nouvelles p.5, Madagascar Laza p.3, Madagascar Matin p.6) Selon le communiqué du ministère de tutelle, l'international consortium on combatting wildlife crime est un groupe d'entités internationales qui s'engage à appuyer Madagascar dans la lutte contre les trafics des ressources naturelles et son entrée en jeu fait suite à une demande de coopération internationale faite par le Président de la République. (L'Express de Madagascar p.7)

- Selon La Gazette de la Grande Ile, les bénéfices non exhaustifs de 2014 encaissés par les trafiquants avoisinent les 2 400 milliards. La mafia constitue donc une puissante économie évoluant dans l'illégalité. Or si cette économie illégale est sérieusement traquée, le pays aurait pu stocker, commercialiser et/ou transformer plus que les 27 000 rondins de bois de rose inventoriés par le ministère de tutelle. (p.5)
- Malgré la décision du gouvernement d'appliquer la politique de tolérance zéro pour le trafic de bois de rose, des rondins continuent de sortir illégalement du territoire malgache en direction de la Chine mais aussi des Etats-Unis, constate Madagascar Matin. Selon le journal, le ministre de l'Environnement, de l'Ecologie, des Forêts et de la mer doit se concentrer sur les identités révélées par l'ancien premier ministre, Omer Beriziky avant d'entreprendre d'autres actions. (p.2)

ROUTES NATIONALES: UN PLAN D'ACTION CONTRE LES VOLS ET ACTES DE VANDALISME

Le ministre des Travaux publics était hier à Antsohihy pour constater de visu les vols de buses métalliques qui provoquent des coupures sur la RN6. Des actes de vandalismes des biens publics qui entravent à la circulation des biens et des personnes. Roland Ratsiraka a tenu à rencontrer les autorités civiles et militaires ainsi que les responsables des collectivités territoriales décentralisées afin de proposer et faire adopter le plan d'action initié par son ministère pour lutter contre ces vols. (Midi Madagasikara p.5)

REGION ATSIMO ANDREFANA: TENSIONS AUTOUR DE L'APPLICATION D'UN « DINA »

Le bannissement ou « hazo fotsy », sanction prônée dans le cadre d'un pacte social en vigueur à Betioky atsimo, est devenue une source de tension locale. En fait, une trentaine de maires et quelques 30 000 personnes exigent son application alors que le chef de district de ladite localité s'y oppose. Quand une personne est bannie, elle est exclue de toutes les activités sociales et rejetée par toute la communauté. L'application de ce pacte a été suspendue par le ministère de l'intérieur mais voilà que les membres de la communauté villageoise accompagnés des élus locaux reviennent sur le sujet suite à un problème avec un candidat maire. (L'Express de Madagascar p.9) Selon la version de Madagascar Matin, le chef de district juge l'application de ce « dina » comme contraire à la loi. Ce qui amène l'association des maires à réclamer son remplacement et demander en même temps l'homologation du « dina ». Ce bras de fer entre les maires et le chef de district montre le phénomène d'un Etat dans un Etat puisque les responsables locaux appuyés par les autorités traditionnelles arrivent à s'imposer contre le pouvoir du représentant de l'Etat. C'est aussi un signe de faiblesse du régime HVM qui n'arrive pas à s'imposer face aux actions illégales des communautés villageoises, conclut le journal. (p.4)

Leader du Consortium:











ANCÈPALSInitiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



SYNDICAT DES EMPLOYES DE LA CUA : UN ULTIMATUM DE 48 HEURES CONTRE LALAO RAVALOMANANA

Le Syndicat des employés municipaux de la Commune urbaine d'Antananarivo appelle le maire et son équipe à se pencher sérieusement sur les cas de la réintégration des 212 agents ECD, de l'annulation du contrat conclu avec Easy Park et de l'environnement de travail au sein de la CUA. Pour ce faire, le syndicat leur a donné un ultimatum de 48 heures sinon les employés vont durcir le ton. (Madagascar Laza p.2, Madagascar Matin p.3, La Vérité p.3)

IMPORTATIONS : ZERO FRAIS DE DOUANES POUR LES FRIPERIES ET VEHICULES UTILITAIRES

L'Accord de Partenariat Economique Intérimaire (APEI) avec l'Union européenne a conduit à l'abaissement des droits de douane (DD) de 1453 lignes tarifaires pour cette année 2016. Le calendrier prévoit l'abaissement des droits de douane APEI jusqu'à 15% pour les biens finaux et 8% pour les biens intermédiaires tandis que tous les biens primaires et les biens d'équipement sont entièrement affranchis de droit de douanes. Les articles de friperie ainsi que certains types de véhicules sont classés dans la catégorie « biens primaires » alors ceux-ci rejoignent ce taux de droit de douane de 0%. (Madagascar Laza p.6)

VITRES FUMEES: LALA RASENDRAHASINA CONVOQUE PAR LA POLICE

Suite à un contrôle de routine effectué par des agents de la circulation, le président de la FJKM a été convoqué par la police hier. Car d'après les constats ces agents, il n'a pas eu d'autorisation spéciale à faire teinter les vitres de sa voiture. Selon Les Nouvelles, le pasteur Lala Rasendrahasina, est parmi les têtes pensantes de la réconciliation nationale initiée par le FFKM, donc cette convocation, même si elle est faite dans les règles devient toujours un sujet d'actualité et de plus, l'information a fait le buzz dans les réseaux sociaux. (Les Nouvelles p.3, Tia Tanindrazana p.3)

• La Gazette de la Grande Ile présente une toute autre version des faits en titrant dans sa une que le Pasteur est contrôlé par la police dans une maison de passe à Antanimena. Il a dû être amené au bureau de la Police à Anosy car il n'a pas eu de papier d'identité sur lui au moment du contrôle. (p.3)

PECHE: UN PLAN D'AMENAGEMENT DANS LA REGION MELAKY

Un atelier sur le plan d'aménagement des pêcheries concerté de la Région Melaky a été organisé au ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques. La région enregistre une baisse importante de capture à cause d'une forte pression sur les ressources halieutiques. En fait, il existe 39 pêcheurs industriels dans cette région en plus des pêcheurs traditionnels. L'atelier permet ainsi de discuter des conflits de zone entre les deux types de pêcheurs. Comme les îles Barren, situées dans la région, constituent une nouvelle aire protégée marine, il importe d'avoir un plan d'aménagement des pêcheries, souligne le directeur du partenariat et du développement durable, Roginah Rafidison. (Madagascar Matin p.6, La Vérité p.3)

Un peu d'humour













La Gazette de la Grande Ile p.5

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: <u>tiaray.randriamalala@eces.eu</u>
Mirana RAZAFINDRAZAKA: <u>mirana.razafindrazaka@eces.eu</u>
Honorine Ramisarivelo: <u>misa.ramisarivelo@eces.eu</u>

Site web: www.incipals.eu



D'APPUI ELECTORAL





